

FONDATION MARCEL HICTER POUR LA DÉMOCRATIE CULTURELLE ASBL

HOAX

par Frédéric Jacquemin

DECEMBRE
2006

HOAX¹

Dow Chemicals Corporation est une multinationale basée à Midland, Michigan (EU), elle possède de nombreuses filiales dans les domaines pharmaceutique, pétrochimique, du textile et du papier. Dow, à la suite de nombreuses fusions/acquisitions est devenue propriétaire de la société Union Carbide, aujourd'hui disparue mais dont le nom est resté célèbre pour l'accident survenu il y a plus de 20 ans dans la Région de Bhopal, en Inde. Le 3 décembre 1984, l'usine d'Union Carbide avait déversé 43 tonnes d'un produit dérivé du méthyl isocyanate, afin d'éviter la surchauffe d'une de ses installations. Ce produit hautement toxique s'était propagé dans les alentours immédiats de l'usine causant dans les heures suivantes la mort par brûlure et suffocation de 7.000 personnes. Les propriétés létales de ce composant chimique et les quantités déversées ont été telles qu'entre 150.000 et 600.000 personnes selon les estimations, ont été contaminées par la catastrophe. Les enquêtes des tribunaux américains n'ont pas permis de découvrir la cause précise de l'accident. Devant la Cour américaine, les avocats de Dow ont plaidé la non-responsabilité de l'entreprise sur base d'une suspicion de sabotage à l'encontre de certains ouvriers indiens, ces derniers se plaignant des conditions de travail et de salaires pratiqués par Union Carbide à l'époque. En Inde, les procédures en justice, n'ont, quant à elles, jamais abouti.

À l'occasion du 22e anniversaire du drame, le porte parole de Dow, Jude Finisterra, a récemment fait une déclaration officielle diffusée par la BBC World Satellite. Suite à une décision du conseil d'administration, approuvée par les syndicats et actionnaires de l'entreprise, la direction de Dow s'apprête à liquider tous les actifs matériels et financiers reliés à Union Carbide afin de constituer un fond de dédommagement aux victimes. La somme rassemblée s'élève à 12 milliards de dollars. Elle sera allouée à aider les victimes mais aussi à limiter, tant que faire se peut, les conséquences actuelles et futures de la catastrophe. La réponse, certes tardive, mais proportionnée aux dommages causés, mérite d'être saluée. Sur le plan financier, l'effort de Dow tranche en effet assez nettement avec les compensations généralement accordées par la jurisprudence pour des accidents industriels de cette gravité². Il faut savoir qu'avant ses multiples recours, Union Carbide avait été condamnée par un jugement de 1986, toujours en appel, à verser 400 millions de dollars (dont elle ne s'est jamais acquittée), soit 3,3 % de la somme que l'entreprise met actuellement à disposition.

Par Frédéric Jacquemin, chargé de programme, Fondation Hicter asbl

UNE ENTREPRISE CITOYENNE

Ainsi, la compagnie américaine a décidé non seulement de maintenir son rang dans les secteurs industriels mais aussi de devenir la championne mondiale de l'entreprise citoyenne et responsable. L'amplitude de la démarche entamée par Dow est en effet remarquable car elle va au-delà de la simple compensation financière. Dow s'attaque de front à plusieurs problèmes : humanitaire, écologique et éthique entraînés par l'affaire de Bhopal. Le domaine requérant l'intervention la plus rapide, quand bien même 20 ans après les faits, demeure encore malheureusement celui des soins médicaux « urgents ». Le fonds constitué par Dow permettra, dans un futur proche, de délivrer à chaque victime survivante, 500 dollars, soit l'équivalent d'un an de soins permettant de soigner les œdèmes pulmonaires, les intoxications diverses contractées suite au drame ainsi que les cancers encore curables aujourd'hui. Afin d'aider les ONG et les autorités locales dans leur diagnostic et leur traitement thérapeutique, Dow s'engage pour la première fois à donner la formule (jusqu'à présent protégée par un brevet) des composants chimiques de ce produit. Sur le plan environnemental et sanitaire, un nettoyage complet du site sera effectué aux frais de Dow, afin de pallier le manque de moyens du gouvernement régional de Bhopal dans l'assainissement des lieux où vivent encore des milliers de familles. Sur le plan juridique, l'entreprise assure que les actions entamées contre les saboteurs présumés seront abandonnées et que les membres de leur famille, victimes eux aussi de la catastrophe, seront indemnisés au même titre que les autres. Par ailleurs, Dow s'engage à exercer une pression sur le gouvernement des Etats-Unis afin que celui-ci accède à la requête d'extradition de Warren Anderson, ancien directeur général d'Union Carbide à Bhopal, déposée il y a 20 ans par le ministère de la Justice indien. Anderson, ayant fuit le pays deux jours après les faits, ne s'est jamais présenté devant les tribunaux indiens. En gage de sa responsabilité envers les générations futures, l'entreprise a décidé d'allouer les bénéfices nets du dernier trimestre de cette année (soit 1,3 milliard de dollars) à la création d'une fondation scientifique dédiée à l'analyse

de la nuisance potentielle des produits chimiques mis sur le marché. Enfin, il s'agit là peut-être du geste le plus symbolique, le porte-parole a affirmé qu'une autre déclaration, cette fois prononcée par le nouveau CEO (Chief Executif Officer) de la firme, Andrew Liveris (nommé un mois avant cette décision), présentera à la population de Bhopal les excuses officielles de la compagnie. Son prédécesseur avait en effet déclaré que les dédommagements prévus étaient surévalués par rapport à ce dont un travailleur indien avait besoin en général.

N'échappant pas à la tradition de rigueur journalistique de la BBC, le journaliste interrogeait Jude Finisterra sur l'impact que pourrait avoir cette initiative sur la cotation boursière de la multinationale américaine. La réponse du représentant de Dow, de manière très directe, fit appel au devoir moral de l'entreprise et de ses actionnaires -avant tout citoyens et peut-être pères et mères de famille comme nombre des victimes- face à l'ampleur du désastre. Selon lui, les actionnaires, malgré un repli passager du cours boursier, comprendraient qu'il s'agit à travers cet acte, de créer un précédent historique. Les historiens du futur retiendraient leurs réactions positives comme le geste déclencheur de la nouvelle manière de concevoir l'économie du XXI^e siècle : performance économique autant qu'humaine.

Visiblement peu sensibles à l'argument, les réactions du marché sanctionnèrent ce geste immédiatement. Dans les 23 minutes suivant la diffusion satellite, le titre Dow avait perdu 4,2 % sur la plupart des places boursières, effaçant par là même 2 milliards de dollars de sa valeur consolidée. Heureusement, le cours se rétablissait à son niveau normal trois heures après l'interview de BBC. Faut-il y voir, après une légère frayeur, une valorisation positive de l'engagement citoyen et de l'obligation morale de toute entreprise ?

RÉVEIL BRUTAL

En réalité, Jude Finisterra n'était autre qu'un imposteur se faisant passer, de façon étonnamment aisée par ailleurs, pour un responsable de la communication de Dow. L'incident n'a fait « trembler » les Bourses mondiales que quelques heures et n'a pas eu plus d'incidence qu'une blague de mauvais goût aux dépens de Dow Chemicals Corporation. Chacun appréciera la plaisanterie... y compris les associations œuvrant pour la cause de Bhopal et les victimes du désastre qui ont cru à l'information et se sont effondrées après le démenti de la BBC.

Que peut nous apprendre une telle supercherie ? Le problème ne se limite pas -et c'est pour cette raison que nous nous permettons d'en parler- à un simple gag. L'intérêt de cette histoire tient à ce qu'elle révèle de manière assez

spectaculaire, une forme d'engagement politique d'artistes contemporains, sinon radicalement novatrice, tout au moins assez symptomatique pour qui mérite de s'y attarder quelque peu. Jude Finesterra, de son vrai-faux nom Andy Bichlbaum³, appartient à un groupe d'artistes new-yorkais appelés les *Yes Men*⁴. A l'instar d'autres collectifs (les «Guerillas Grrrrlzzz», le Critical Art Ensemble, le 16th Beaver Group,...) et de personnalités plus ou moins célèbres (Gianni Motti, Steve Kurtz,...), les *Yes Men* s'adonnent depuis plusieurs années à ce genre de canular afin de « *démasquer, en s'amusant un peu, l'imposture néolibérale*⁵ ».

Rien de nouveau dans ce stratagème diront certains. Déjà en 1925, Rose Sélavy, impertinent avatar de Marcel Duchamp (né Villon), exerçait ses talents de travestisme pour moquer les avant-gardes et les salons parisiens.

Rien de neuf également dans la volonté de ridiculiser les puissants. Les fous du roi, «performers» du Moyen-Âge, amusaient le prince, souvent à ses dépens. Cependant ces plaisantins restaient toujours à la solde du potentat. Leur métier se pratiquait dans un cadre dont ils connaissaient parfaitement les limites. Chacun savait qu'ils remplissaient une fonction sociale certes risquée mais dénuée d'ambiguïté : le bouffon était bouffon et ne se déguisait pas en vassal pour divertir la cour. De même, sous le fard de Rose Sélavy, les initiés sur lesquels la plaisanterie portait, pouvaient aisément percevoir les traits de Duchamp. Personne n'était dupe.

Or, dans le cas qui nous occupe ici (et il nous semble que ce soit cela qui le différencie de jadis), du plus affûtés des analystes de Wall-Street au plus scrupuleux journaliste de la BBC -en passant même peut-être par vous, lecteur attentif-, nous avons cru aux propos de Jude Finisterra⁶. Pourquoi avons-nous été abusés par cette mascarade ?

Certes le « coup » était orchestré de façon magistrale, les *Yes Men* étant passés maîtres dans l'organisation de ce genre de prestations . Cette crédulité peut s'expliquer également par cette pathologie collective qui nous fait baisser la garde de notre esprit critique face aux médias de masse⁸. Cependant, il nous semble que le fond du problème n'est pas atteint. La raison pour laquelle nous avons adhéré aux propos des *Yes Men* tient peut-être à ce qu'ils sont tout simplement ceux qu'il aurait fallu -qu'il faut encore ?- prononcer. En lieu et place des principaux responsables, ce sont ces artistes que nous aurions voulu voir à la tête de l'entreprise. D'une certaine manière, les *Yes Men* ont acquis ce jour-là un pouvoir passager mais considérable sur le plan symbolique, le pouvoir conféré par leur rôle de porte-parole de nos aspirations à une plus grande équité dans ce genre d'affaires.

Pour les victimes, la joie d'apprendre la reconnaissance de la pleine et entière responsabilité de Dow a très probablement cédé la place, une fois l'imposture découverte, à une

amertume réelle. Il n'en reste pas moins vrai que, durant ces quelques heures, Jude Finisterra a réussi à provoquer une jubilation chez ceux qui, souvent indignés mais aussi impuissants et résignés, n'acceptent pas le cynisme de ces multinationales. Cette exaltation correspond-elle à un désir de vengeance refoulée de notre part ? Difficile à dire.

En s'attaquant avec des moyens dérisoires (et parfaitement illégaux, c'est entendu), à l'une des plus grandes entreprises de la planète, cette imposture nous force à poser la question des fins, des moyens et de l'efficacité de cette forme d'activisme artistique. Les finalités des *Yes Men* et de leurs congénères artistes sont sans conteste nobles et justes. L'arrogance de Dow face aux dégâts causés est une véritable honte qu'il convient, chacun à notre niveau et selon nos compétences, de combattre. Autre question : l'action des *Yes Men* est-elle efficace ? Force est de constater que les victimes de Bhopal restent invariablement dans la même misère matérielle que celle qu'ils connaissaient avant l'intervention des artistes. On ne peut cependant exiger de ces derniers la résolution définitive de ce problème alors que des ONG internationales s'y emploient depuis plusieurs années sans succès notable manifestement. Cependant, la perte de crédibilité et le boycott des produits constituent déjà un résultat méritoire. Dans le démenti officiel de Dow, le vrai porte-parole n'a pu cacher la haine de la multinationale ni empêcher la chute massive de son image de marque.

Quant aux moyens employés par ces artistes, le problème est encore plus complexe et nous concerne directement en tant qu'acteurs d'éducation permanente. En premier lieu, nous ne pouvons reprocher aux *Yes Men* d'acheter à peu de frais la sympathie du public en jouant sur ses bons sentiments. Un examen de leur historique démontre sans doute possible leur engagement réel à la cause des victimes. De même, à la différence des belles âmes qui les critiquent dans le milieu de l'art contemporain comme dans celui des ONG, ils s'exposent à des procédures judiciaires tout à fait réelles de la part des entreprises dont ils usurpent l'identité et n'hésitent pas à se mettre en péril tant financièrement que pénalement.

Dans toutes ses composantes (médiatique, politique et artistique), ce happening se présente à nous comme une action des plus productives sur le plan politique et artistique de ces dernières années et s'avère riche d'enseignements sur l'évolution des pratiques artistiques actuelles. Pour peu que l'on s'intéresse à l'histoire de l'activisme artistique⁹, les démarches des *Yes Men*, au même titre que de certaines autres, peut-être moins explicitement contestataires, tracent les contours d'un champ artistique et culturel assez différent de celui que l'on pouvait observer une dizaine d'années auparavant. Une synthèse étonnante se réalise aujourd'hui, à travers ces actions : celle de l'engagement politique allié à un détournement des discours et des codes

communicationnels les plus puissants de notre société contemporaine. Ces œuvres d'art éphémères, « performatives », « processuelles » empruntent à l'agit-prop sa détermination politique tout en lui laissant sans regret ses dogmes et ses mots d'ordre. Exempts d'idéologies, les *Yes Men* ne participent d'aucun mouvement, ni gauchistes, ni anarchistes ni altermondialistes. Pour ce qui est de leur style, ils ne se reconnaissent pas davantage de filiation avec l'internationale pâtissière de Noël Godin qu'avec les artistes a-politiques, volontiers friands de pantalonnades gratuites¹⁰.

Le succès des *Yes Men* semble tenir à leur étonnante capacité d'assimilation et de reproduction du discours néolibéral dont ils déclinent les multiples modalités d'expression et les tournent en dérision : du gag télévisuel aux « speech » ubuesques, en passant par la démonstration désopilante de nouvelles méthodes de surveillance du personnel. Pour nos deux comparses, les opportunités de se produire ne manquent pas. Car en effet, malgré leur réputation grandissante, ils parviennent sans problèmes majeurs à se faire inviter comme orateurs dans des cénacles prestigieux : séances plénières de l'OMC, clubs d'entreprises, séminaires d'écoles de commerce réputées, ... Imitant à la perfection (mais est-ce finalement si difficile ?) le discours et l'attitude de managers internationaux employés par Mac Donald, Halliburton ou Suez, nos deux comparses délivrent, avec un imperturbable sérieux, des discours du plus haut comique et de la plus intolérable invraisemblance. On reste songeur du reste, face à l'absence de réactions qu'ils suscitent auprès du public d'élites politiques et économiques qui y assiste, manifestement anesthésié par l'étiquette prestigieuse sous lequel se présentent les deux hurluberlus.

En se jouant de la perspicacité supposée de ces maîtres du monde, les *Yes Men* posent avec légèreté des questions passionnantes, notamment sur l'opportunité d'utiliser les armes de l'ennemi, jusqu'à un point troublant. En jouant avec des allumettes, ne finit-on pas toujours par se brûler les doigts ?

NOTES

1- Hoax, terme anglais signifiant canular dont l'usage s'est étendu, via Internet, au Français.

2- A titre d'exemple, la société pétrolière du cargo Erika dont le naufrage a causé la pollution des côtes françaises en 1999, s'est vu contrainte à déboursier 13 millions d'euros sur les 185 millions de dommages estimés.

3- Son patronyme réel reste un mystère. Une source fiable nous a appris qu'il s'appelait en réalité Jacques... mais l'identité de l'artiste est protégée à l'extrême.

4- <http://www.theyesmen.org/>

5- Andy Bichlbaum & Mike Bonanni, Comment, Ed. La découverte, Paris, 2005. Ouvrage initialement publié par les éditions The Disinformation Company, sous le titre The Yes Men. The true story of the end of the World Trade Organisation, New-York, 2004.

6- L'interview est passée une quinzaine de fois, en trois heures sur les multiples canaux satellites de BBC World (séquencés en fonction des fuseaux horaires) avant que la rédaction s'aperçoive de la manipulation. Cela nous semble un délai de réaction extrêmement court. En réalité ce laps de temps est considérablement long pour des services d'informations du niveau de la BBC et littéralement impensable comparé à la vitesse de transmission des ordres boursiers qui s'effectuent à l'échelle planétaire grâce aux technologies actuelles.

7- L'enregistrement vidéo de la performance témoigne de la parfaite maîtrise de l'exercice. Pour visionner l'interview : http://www.youtube.com/results?search_query=yes+men%2B+bhopal&search=Search

8- A l'heure où nous écrivons ces mots, la RTBF vient d'annoncer la proclamation de l'autonomie de la Flandre et la dissolution prochaine de l'Etat belge.

9- Pour une analyse précise, lire Flora Loyau, Détournement de l'art et des médias pour une efficacité politique : l'exemple de Gran Fury, revue Multitudes, n°15, Paris, 2004.

10- Sur le sujet, les pages de Jean-Yves Jouannais sur les artistes « indéfendables » constituent une référence utile. Jean-Yves Jouannais, L'Idiotie. Art, vie, politique, méthode, Ed. Beaux Arts SAS, Paris, 2003.